

## Editorial

### Le retour à l'état

Depuis que la nécessité des mesures de reprise dans les pays développés est devenue une problématique après la crise économique mondiale, il y a eu des appels véhéments au retour à l'état de développement. L'Afrique, prise une fois encore dans le tourbillon du marasme économique mondial, réfléchit à ses opportunités ratées alors qu'elle s'est fauchée et, sous la direction des IFI, a abandonné l'agenda de l'état de développement que la plupart des pays se sont assignés après l'indépendance.

Le consensus de Washington qui a désaccentué la participation directe de l'état dans la transformation économique et a privilégié la participation du secteur privé est devenu le lot de la plupart des pays africains. Le résultat est que même les interventions dans le domaine de l'éducation, de la santé, du transport, de l'habitat entre autres qui sont essentielles pour le développement de l'état ont été abandonnées au profit des gains commerciaux et privés. Il y a trois décennies que l'Afrique passe d'un ensemble de mesures à un autre et l'Afrique désire retourner à l'agenda de l'état de développement.

D'aucuns ont mis en garde contre le retour à l'état de développement sans faire le bilan des défis des tentatives précédentes et sans tirer les leçons de l'expérience d'autres pays tels que les tigres de l'Asie qui ont choisi la voie de l'Etat de développement et ont réussi. L'échec de l'Afrique n'est pas nécessairement dû au fait que les politiques étaient fausses puisque le retour à l'état de développement au niveau des pays développés en période de crise démontre clairement le mérite de ces politiques. L'Union Africaine et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA) lors de leur 4<sup>eme</sup> réunion conjointe de la Conférence des Ministres Africains des Finances, de Planification Economique et du Développement (28-23 mars) ont étayé les appels au retour de l'Afrique à l'état de développement.

Avant cette réunion, la CENUA a lancé le Rapport Economique Annuel sur l'Afrique intitulé « La Gouvernance du Développement en Afrique – le rôle de l'Etat dans la transformation économique ». Ce rapport a sans équivoque considéré le retour à l'état de développement comme un préalable pour le retrait de l'Afrique du joug de la pauvreté et du dénuement. Il définit par la suite le type d'état de développement dont a besoin l'Afrique comme un état qui a pour objectifs socio-économiques la croissance à long terme et la transformation structurelle de l'économie dans l'équité. Le Secrétaire Exécutif de la CENUA, M. Abdoulie Janneh, en appui à cet appel, a invité les pays africains à retourner à l'état de développement « avec des visions claires des voies de développement ainsi que des cadres de planification cohérents et coordonnés ».

La crise mondiale et la réponse des pays développés en vue de transformer leurs économies auraient permis à l'Afrique de se rendre compte de la nécessité de retourner à l'état de développement mais elles doivent également les rappeler les coups que leur a assené l'ajustement structurel. L'agenda en suspens de l'état de développement que l'ajustement structurel a interrompu ne doit pas échapper aux Africains. Ils doivent tirer les leçons nécessaires des tentatives précédentes de mise en œuvre de l'état de développement et exploiter les aspects positifs pour la prochaine étape.

De l'Europe en passant par les Amériques à l'Asie, la réussite de la plupart des pays est liée au recours à l'état de développement comme la base de l'édification de leurs pays. Cette tendance a été renforcée par les mesures de relance avec une forte présence de l'état mises en œuvre après la crise mondiale pour remettre les économies sur les rails. L'ironie est que l'Afrique qui faisait face à une crise plus débilante depuis les années 70 a été conseillé par ces mêmes institutions et pays que la réponse à ces défis réside dans le retrait de l'Etat de l'économie. En conséquence, l'état, la seule institution ayant le potentiel pour transformer les économies africaines à travers de nombreuses interventions s'est retiré de la scène au profit des opérateurs du secteur privé. Le résultat est que la pauvreté s'est intensifiée étant donné qu'un groupe infime de personnes de la classe moyenne se sont partagé les retombées de l'ajustement structurel au détriment des classes inférieures dont les filets de sécurité ont été retirés.

Pour renverser cette tendance, l'état doit retourner à ses premières fonctions de protection des citoyens contre les aléas de la pauvreté à travers non seulement des interventions sociales mais aussi des mesures de relance durables dirigées par l'Etat et qui assurent l'équité sociale. L'état doit également être au centre de la transformation des économies africaines en leur faisant passer de la dépendance des produits de base à la valorisation de ces produits afin de déclencher l'industrialisation du continent africain. Les tentatives antérieures relatives aux industries de substitution des importations doivent être réexaminées et outillées afin de lubrifier les roues de la révolution industrielle en Afrique. L'agriculture qui est un secteur important en Afrique doit être remise sur les rails en vue de promouvoir les industries agroalimentaires et cela doit être lié à l'effort d'industrialisation totale du continent.

Tout cela exige le retour à la planification qui a été boutée hors de tous les ministères de la plupart des pays africains et remplacée par les « édits de développement des Institutions Financières Internationales » et des soi-disant partenaires au développement. Si les pays africains n'ont pas de planificateurs, ils doivent investir dans la formation de ces derniers, mettre en place des départements ou des ministères de planification qui vont élaborer des plans de développement détaillés pour rattraper les années de manque de planification.

A cœur de toute cette nouvelle évolution se trouve la volonté politique et l'engagement de l'état à reprendre sa place légitime dans le développement des populations. L'état de développement abandonné est ce qui est de droit la solution aux défis de développement de l'Afrique comme l'ont démontré les pays asiatiques et tout récemment les mesures de relance des pays développés en réponse à la crise mondiale. L'état ne peut pas abandonner sa fonction de « développement » des citoyens au capital commercial et privé dont le seul but est de faire des profits. Ce serait une déréliction grave de sa responsabilité envers ses citoyens. L'Afrique doit retourner à l'état de développement et doit tout recommencer.

## **La crise mondiale doit pousser l'Afrique à transformer sa structure économique**

Un Séminaire de trois jours organisé à l'intention des universitaires sur « *La Crise mondiale et l'Afrique : la Dépendance des Produits de base et la Transformation Structurelle* » a pris fin à Accra, la capitale du Ghana, lorsque les participants ont souligné la nécessité urgente pour l'Etat développemental en Afrique d'offrir au continent toute chance de résister aux chocs systémiques et structurels au niveau de l'économie mondiale, écrit **\*Kwesi W. Obeng**.

La crise financière mondiale incessante a été déclenchée en septembre 2008 par des facteurs divers, surtout par l'évolution au niveau de la nature et du rôle des finances et les changements intervenus dans ses liens étroits avec la production et l'accumulation au niveau systémique mondial.

Fondamentalement, l'influence et les impacts de la crise en Afrique sub-saharienne (ASS) ont été modélés par la nature de l'intégration systémique de la région dans l'économie mondiale, en tant qu'économies qui dépendent de l'exportation des produits de base, modelée sous l'emprise du colonialisme et perpétrée depuis sous différentes formes, y compris les programmes d'Ajustement Structurel discrédités des années 80 et 90.

Les politiques étatiques anciennes ont échoué n'ont pas parce qu'elles étaient mal conçues. Les 'nouvelles' politiques dirigées par le marché n'ont pas fonctionnées non plus, mais elles étaient mal conçues, a dit Professeur Peter Lawrence de l'Université de Keele, au Royaume-Uni, en ajoutant qu'il y a lieu de retrouver certains 'anciennes' stratégies bien que d'une autre façon, en mettant l'accent sur la tendance locale, assortie du potentiel d'exportation.

Dans une présentation sur la '*Financiarisation, les Flux de capitaux mondiaux et la Production en Afrique*', Professeur Lawrence a dit que le développement de la financiarisation en spéculation au niveau des produits de base a eu un impact profond sur les chaînes des produits de base et les prix de la production. Le phénomène a aussi exacerbé la fluctuation des prix.

En guise de résultat direct de la croissance de la financiarisation, le secteur financier accroît sa part du PIB des économies. Parallèlement, la part du secteur manufacturier

du PIB est en baisse. Les sociétés de l'industrie manufacturière et extractive ont créé des branches financières pour faciliter la consommation de leurs produits. Bien d'autres ont également recouru aux opérations de couverture.

## Résultats

Les résultats typiques au niveau de la pratique de la libéralisation financière dans les pays en développement comprennent les crédits accordés aux gouvernements et aux grandes sociétés privées, moins de crédit accordé aux prêteurs plus risqués, l'importance chronique accordée au prêt informel et à l'épargne ou peu d'impact ou aucun impact sur les ménages.

La réponse de l'Afrique face à la crise a été de mettre en œuvre davantage des mêmes politiques néolibérales discréditées qui étaient à l'origine du déclenchement et de la transmission de la crise.

De fait, les pays africains risquent de perpétuer leur état de vulnérabilité face à une crise similaire. En effet, les réponses politiques de l'Afrique et de l'extérieur face à la crise et la nature du débat sur celle-ci reflètent les préoccupations matérielles et sociales de la configuration classe-genre de l'élite au pouvoir.

En plus de la baisse des recettes d'exportations des produits de base, il y a les activités spéculatives de fonds d'opération à terme et d'autres acteurs du marché financier. Le rôle des spéculateurs dépasse le prix des produits de base. Les fonds d'opérations à terme ont, par exemple, commencé à influencer les décisions relatives aux investissements dans les produits de base parce qu'ils commencent à acquérir des actions des sociétés minières. En Afrique, par exemple, les fonds d'opérations à terme ont aussi agi vite pour acquérir d'énormes parcelles de terres cultivables mais n'ont pas pris les dispositions pour s'engager dans l'agriculture.

Professeur Adebayo Olukoshi de l'ONU-IDEP, qui a intervenu sur le thème « *Les Dimensions régionales de la Crise mondiale et les Réponse de l'Afrique* » a fait observer que « l'Afrique se trouve dans une crise permanente », et il se peut que cette situation devienne pire à cause des réponses de politiques incohérentes données et de la redistribution et de la répartition continues des ressources en dehors des secteurs productifs de la région.

Il a noté qu'à l'heure qu'il est, la crise financière mondiale a été compliquée par la crise climatique. Il a aussi condamné le rôle indiscret que jouent l'Union européenne et certaines Institutions Financières Internationales (IFI) dans la définition et la formulation de l'espace et des choix de politiques de l'Union Africaine.

Les principales IFI, notamment le FMI et la Banque Mondiale, ont prétendu au début de la crise que les principes fondamentaux macroéconomiques des économies africaines étaient solides et immunisés contre les impacts du phénomène. La Banque mondiale a même argué que l'heure a sonné pour que les pays africains récoltent pleinement les bénéfices de leur ajustement structurel. Ceci s'est avéré faux car, même les meilleurs élèves des PAS ont souffert de certains des pires impacts de la crise en Afrique.

## **Agriculture**

L'incapacité de l'Afrique de résoudre les questions agraires fondamentales, à savoir les questions de distribution, les questions de productivité et de la valeur ajoutée sont les autres obstacles, selon Professeur Sam Moyo de l'Institut Africain des Etudes Agraires. La question de distribution n'est pas simplement une question d'équité et sociale, mais une question structurelle qui est renforcée par de nombreuses enclaves de l'appropriation des terres et d'autres facteurs de production.

Le phénomène émergent de saisir les terres ou de déposséder les propriétaires de leurs terres est non seulement encouragé par le processus de financiarisation poussé à partir de l'extérieur, mais il est aussi encouragé à partir de l'intérieur par la logique selon laquelle la question agraire africaine ne peut pas être résolue sans l'expropriation.

Moyo a noté qu'il y a eu une baisse sensible de la productivité en Afrique au cours de ces deux dernières décennies sur le plan du revenu par tête d'habitant, bien que non pas sur le plan du rendement, à quelques exceptions près. « La baisse de la productivité constitue un désastre majeur pour le continent », a-t-il ajouté.

Moyo a dit que mettre trop d'accent sur le commerce pour le commerce a compromis la valeur ajoutée et a réduit sensiblement toute possibilité de l'accumulation interne dans la plupart des pays africains. Ceci est visible au niveau du changement d'attitude d'autosuffisance alimentaire à une nation de sécurité alimentaire basée sur le marché, assorti de graves conséquences pour l'Afrique. Une grande partie de la consommation de l'Afrique est basée sur les importations alimentaires. Le continent est donc le plus vulnérable face aux prix et chocs d'approvisionnement mondiaux. A titre d'exemple, le Botswana a monopolisé et déplacé des paysans en vue de la production de bœufs destinés au marché international.

Défendre les droits fonciers des paysans dans le cadre de la transformation agraire est une composante importante de la voie à suivre, a-t-il suggéré.

## Dépendance

Martin Khor, Directeur Exécutif du 'South Centre' a dit que les nations africaines doivent réduire leur dépendance des finances et flux étrangers, promouvoir les épargnes intérieures et orienter les ressources vers les secteurs productifs et améliorer la politique macroéconomique, entre autres, en vue de l'appropriation de leur chaîne de production et de valeur ajoutée.

Khor a aussi préconisé un mélange de sociétés étrangères et locales comme dans le cas des pays asiatiques, tels que la Malaisie et Singapour. Aussi en Afrique, l'élément régional est essentiel non le moindre à cause des économies d'échelle. A ce propos, Khor a suggéré que les différentes sous-régions pourraient, à titre d'exemple, créer leurs propres compagnies maritimes et des sociétés similaires pour fournir de tels services importants.

La crise de la dette en Afrique et en Amérique latine au cours des années 80 et la création beaucoup plus tard de l'Organisation Mondiale du Commerce ont donné un nouveau souffle de vie à la Banque Mondiale et à d'autres IFI. L'orthodoxie encouragée par ces institutions prétend que les pays pauvres comme ceux de l'Afrique ne disposent pas de capitalistes solides (les capitalistes là où ils existent sont des copains) ; ces pays ne disposent pas de marchés et leurs agriculteurs sont des gens primitifs.

Présentant une communication sur le thème 'les Minéraux et le Développement : Au-delà de l'Enclave', Yao Graham, Coordinateur de TWN-Africa, a dit que la croissance élevée en Afrique entre 2002 et la première moitié de 2008 était basée sur un modèle traditionnel – le modèle colonial – qui a été réaménagé par les Programmes d'Ajustement Structurel des années 80 et 90.

Graham a dit que d'autres questions concernant l'économie africaine mises à nu par la crise comprennent les mythes qui entourent la mono-économie d'exportation du Botswana, l'un des pays les plus touchés par la crise, mais qui servait auparavant de modèle pour le continent. Le Botswana est un grand pays exportateur de diamants et au lendemain de l'effondrement des cours des produits de base, les diamants et le cuivre ont enregistré une forte baisse. La crise a aussi exacerbé la volatilité des cours des produits clés d'exportation des économies africaines et a mis en exergue l'incapacité des gouvernements africains de gérer les secteurs miniers qu'ils ont ouverts à des conditions très libérales.

## **Opportunité**

La Vision Africaine en matière d'exploitation minière (AMV) offre au moins une opportunité politique pour transformer le secteur minier à l'avantage de ces pays africains. La Vision Africaine en matière d'exploitation minière est vue sous l'angle d'une stratégie d'industrialisation.

Ce programme de réforme connaît des contraintes. Certains domaines de l'exploitation minière ont besoins de la technologie de propriété. Les approches régionales sont inévitables parce que les ressources minières touchent les frontières nationales.

Un autre défi du programme de réforme, a dit Graham, est comment s'attirer le soutien des communautés dont l'expérience avec les sociétés minières a été généralement négative.

Avant l'essor minier, le secteur minier africain était fondé sur une stratégie de rente et une leçon qu'on peut en tirer est qu'une telle stratégie manque de certains éléments et est même défectueuse.

Graham a dit clairement que les nouvelles institutions créées dans de nombreux pays africains pour réglementer et surveiller l'industrie minière croient sincèrement que le modèle actuel est le meilleur et que ce n'est pas parce qu'elles sont corrompues.

Il y a aussi une nouvelle ruée sur l'Afrique et ceci se manifeste de différentes formes. L'Initiative de l'UE en matière de minéraux qui va de la démocratie au régime commercial fait partie de l'intensification de la ruée sur les matières premières de l'Afrique.

## **Remodelage**

Selon Anida Yupari Aguado de la CNUCED, les grands pays émergents sont en train de remodeler le terrain politique et économique international. Les grands pays asiatiques, notamment la Chine et l'Inde, ont contribué de façon soutenue et significative au rendement mondial, une moyenne de 35 pour cent depuis 2001. L'impact de ces économies sur les marchés et les cours des produits de base a été important.

L'Afrique du Sud est le plus grand producteur du platine du monde et le Botswana est le plus grand producteur du diamant, et la Chine, bien qu'elle soit le plus grand producteur d'aluminium et d'or, est aussi le premier consommateur de plusieurs métaux.



Aguado a dit que la concurrence pour l'exploitation des ressources naturelles, en particulier les 'métaux verts secondaires' s'intensifie. Ces métaux secondaires sont les sous-produits des métaux de base, tels que le cuivre et le zinc et sont cruciaux à l'économie émergente qui utilise l'énergie propre et dispose d'une teneur basse en carbone.

Se référant à l'Initiative Matières Premières de l'Union Européenne, où l'UE expose les grandes lignes de son plan d'obtenir l'accès à ces métaux en faveur des sociétés européennes, Aguado a fait remarquer que les pratiques commerciales et les règles qui régissent les flux commerciaux réguliers de ces métaux stratégiques doivent sensiblement changer pendant les années à venir.

### **Renforcement**

Présentant une communication sur « Les Relations entre Hommes et Femmes, le Pouvoir et la Crise de la Reproduction Sociale », Awino Okech de l'Institut Genre Africain a noté que la nature des réponses politiques et la discussion de la crise reflètent non seulement 'le dogme néolibéral hégémonique, mais aussi les préoccupations matérielles et sociales de la configuration classe-et-genre de l'élite au pouvoir, consolidées face au contexte du renversement de l'industrialisation postindépendance ; les réformes néolibérales dans le secteur agricole, l'extraction des ressources naturelles, le commerce et les finances ; la privatisation des services, qui ont tous intensifié rapidement la différenciation et l'inégalité sociales.

Selon Okech, la crise a renforcé la dichotomie homme-femme qui accepte l'homme comme le soutien de famille. Elle a aussi déstabilisé les réponses de politique et alimenté l'exploitation sociale en particulier dans le secteur privé.

La privatisation des soins et des coûts liés aux soins est exacerbée par la crise actuelle, car les gouvernements endettés réduisent de plus en plus leurs programmes sociaux en vue d'équilibrer leurs budgets, augmentant davantage le travail impayé lié aux soins des femmes.

Okech a aussi argué que la crise des soins, exacerbée par les politiques imposées aux pays africains et à d'autres nations en développement, y compris les conditionnalités de réduire les dépenses publiques dans les domaines tels que la santé publique et l'éducation, ont accru davantage le fardeau des femmes, en particulier des chefs féminins de ménages, car elles s'efforcent de subvenir aux besoins de leurs familles, communautés, marchés et Etats, tout en travaillant même plus dur, souvent sans rémunération, pour maintenir toutes ces institutions.

Les disparités entre hommes et femmes se sont infiltrées dans la crise actuelle. « Les femmes font souvent des travaux mal payés, temporaires et qui demandent peu de compétences, les rendant particulièrement vulnérables en temps de crise ».

Représentant entre 60 et 80 pour cent des effectifs du secteur manufacturier destiné à l'exportation, les femmes constituent la principale source de main-d'œuvre pour les industries qui ont subi les effets néfastes de la crise dans les pays africains, notamment les textiles, les produits électroniques, la production interne et les services – des exemples sont le beurre de karité au Ghana, les industries halieutique et de fleurs au Kenya et l'industrie du textile en Afrique du Sud.

### **Appropriation des terres**

Dans sa présentation sur le thème « Les Terres et l'Accumulation en Afrique Aujourd'hui : les Enjeux pour la Dynamique communautaire et de classe », Horman Chitonge de l'Université de Cape Town a dit qu'il y a une abondante concentration de bail de terres en Afrique par rapport à d'autres régions du monde. Jusqu'à 70 pour cent des intérêts exprimés à l'égard du bail des terres concernent l'Afrique.

Les terres sont plus qu'un moyen de production en Afrique. A part leur importance économique et politique, les terres en Afrique ont une signification culturelle, sociale et spirituelle.

Chitonge a identifié trois types principaux de l'acquisition des terres en Afrique, y compris gouvernement-à-gouvernement et les capitaux propres privés. Au Nigeria, la saisie des terres se fait par les indigènes qui servent de façade aux capitaux étrangers, dit la Banque Mondiale.

Le taux élevé de saisie des terres en Afrique a de graves conséquences, a dit Chitonge. Tout changement au niveau du droit de propriété déclenche la reconfiguration des classes et intensifie la dépendance.

Le phénomène de la saisie des terres expose avec force les pays africains à d'autres instabilités imposées par la financiarisation. La financiarisation des terres exclut effectivement les terres des activités productives en faveur des activités spéculatives.

Derrière le programme de réforme foncière de la Banque Mondiale en cours de mise en œuvre à travers l'Afrique gît la campagne de commercialiser les terres. Pire encore, il a fait observer que la plupart des transactions conclues au niveau de la région d'Afrique ne prennent pas en compte l'impact écologique, car presque aucune Évaluation de l'Impact Environnemental (EIE) ne s'effectuent.

La conférence de trois jours, animée par Third World Network-Africa, a cherché à contribuer au développement d'un récit critique de la crise et de l'Afrique, et à développer les grandes lignes d'autres options en guise de réponse à la crise et aux politiques hégémoniques néolibérales.

A cette fin, le séminaire a généré des éléments d'un programme de recherche pour un rendement intellectuel et politique renouvelé qui touche les défis et les stratégies d'une transformation structurelle des capacités productives, structures et économies africaines.

*\*Kwesi W. Obeng est Rédacteur adjoint, African Agenda*

## **L'Etat africain doit reprendre**

### **les choses en main**

La crise mondiale a encore une fois mis en évidence la nécessité pour l'Etat de jouer un rôle stratégique essentiel dans le développement, écrit \***Cornelius Adedze**.

Dans son Rapport Economique de 2011 sur l'Afrique, intitulé « La Gestion du Développement en Afrique : Le Rôle de l'Etat dans la Transformation Economique », la CEANU a rejoint à ceux qui demandent que l'Etat joue un rôle plus important dans le développement de l'Afrique.

Lancé pendant la Quatrième Réunion Annuelle Conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie de l'Union Africaine et la Conférence de la CEA des Ministres des Finances, du Plan et du Développement Economique qui s'est tenue à Addis Abéba les 28 et 29 mars, le rapport soutient le retour de l'Etat développemental en Afrique et préconise le leadership de l'Etat dans la transformation des économies de l'Afrique. Selon le rapport, pour que l'Afrique puisse surmonter ses « défis inhérents face au développement », elle doit disposer « d'un cadre général de développement qui oriente les politiques sociales et économiques vers un travail complémentaire ».

Les tentatives faites par l'Afrique dans le passé pour faire de l'Etat le principal promoteur du développement ont été raccourcies par l'intervention des institutions financières internationales sous couvert du Consensus de Washington qui, par le biais des Programmes d'Ajustement Structurel, ont demandé que l'Etat retire sa participation au développement. Selon le mantra du Consensus de Washington, l'Etat ne doit pas faire des affaires et donc la privatisation même des services sociaux est devenue la pierre angulaire du programme de développement des pays africains. Entre la crise économique mondiale et puis même les pays développés, avec leurs trains de mesures d'encouragement sont devenus les apôtres de l'Etat développemental.

Dans ses remarques liminaires faites devant la séance des experts de la Quatrième Réunion Annuelle Conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie de l'Union Africaine et la Conférence de la CEA des Ministres des Finances, du Plan et du Développement Economique, Abdoulie Janneh, Secrétaire-Général adjoint des Nations Unies et Secrétaire-Exécutif de la CEA n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a suggéré la nécessité '..... d'une discussion renouvelée des nuances de la dynamique des liens qui existent entre un Etat efficace et développemental et d'autres parties prenantes, telles que le secteur privé et les organisations de la société civile. Ceci démontre aussi la nécessité de visions claires des voies de développement et des cadres de planification cohérents et coordonnés'.

Dans son allocution, le premier ministre éthiopien, Meles Zenawi, a aussi convenu que « le débat relatif à un nouveau paradigme de développement, axé sur le concept d'un Etat développemental est accueilli favorablement et se fait attendre depuis longtemps » dans le cas de l'Afrique car, il est évident que le paradigme de développement néolibéral, imposé à l'Afrique et qui limitait le rôle de l'Etat dans le développement, a échoué. Pour lui, « le paradigme néolibéral n'a pas bien saisi les problèmes liés au développement de l'Afrique sur le plan de la compréhension de la source du problème sous-jacent et de la solution qu'il préconise », d'où l'échec que connaît jusqu'ici l'Afrique au niveau de son développement.

### **Transformation**

Les ministres ont aussi saisi l'importance du message et dans leur projet de déclaration ministérielle, ils ont reconnu que, vu que seuls les mécanismes du marché ne suffisent pas pour une transformation économique rapide, il y a lieu de 'repenser le rôle de l'Etat dans la transformation économique de l'Afrique'. Il se peut que des initiatives 'alternatives menées par les gouvernements' dans le passé aient échoué, mais les efforts déployés en direction de la 'caractérisation d'un Etat développemental efficace dans le contexte africain et basés sur une compréhension des réalités politiques, économiques, sociales, culturelles et environnementales spécifiques à chaque pays' pourraient aider dans ce domaine.

Ils ont tiré une conclusion à l'instar de celle de Janneh de la CEANU selon laquelle : « La gouvernance et la gestion du développement en Afrique devraient être informées par les leçons tirées de la réussite de l'intervention de l'Etat des autres régions du monde ainsi qu'une compréhension claire de ses limites, compte tenu des embuches du passé ».

Retourner à l'Etat développemental, les pays africains ne vont pas faire quelque chose de nouveau car, à part la réponse sous forme de trains de mesures d'encouragement des économies occidentales face à la crise mondiale, les pays développés, pour arriver là où ils se trouvent maintenant, se servent du modèle de l'Etat développemental. Du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de la France, de l'Allemagne, du Japon, en passant par les géants actuels comme la Chine, l'Inde, la Corée du Sud et le Brésil, l'Etat développemental était le principal moteur de leur développement.

On prétend que les perspectives économiques de l'Afrique soient favorables et il est prévu que le taux de croissance de 5 pour cent est atteint en 2011. Cette réalisation dépend toutefois de l'Agriculture et des produits de base ; mais tout cela est cyclique, d'où la nécessité de créer un Etat développemental qui assure un plan de développement détaillé visant la transformation de l'économie en une économie industrielle de valeur ajoutée.

## **Stratégie**

Une participation plus accrue de l'Etat s'impose dans les domaines tels que le système fiscal, la prestation de services de base tels que de bons systèmes de transport ou la fourniture fiable d'énergie, de bons systèmes d'éducation et de santé, qui accompagnent le développement. L'Etat doit aussi participer à la mise en place et à la gestion d'industries stratégiques qui assureront l'industrialisation comme prévu pendant le début de l'époque postindépendance.

Ont affirmé ces mesures lors d'une des séances de la réunion conjointe des experts CEANU/JA Emmanuel Nnadozie et René Kouassi, respectivement Directeur du Développement Economique et de la Division NEPAD auprès de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), et Directeur des Affaires Economiques auprès de la Commission de l'Union Africaine, qui ont expliqué que, dans le contexte des maigres ressources destinées à l'investissement qui caractérisent la plupart des économies africaines, il serait impossible d'atteindre la croissance économique durable sans que l'Etat joue le rôle de chef de fil, ou au moins sans que l'Etat joue un rôle majeur.

Ils se sont référés aux cas récents de l'Europe où l'Etat est venu en aide aux pays tels que le Grèce, l'Irlande et le Portugal pour justifier le désir de voir l'Etat participer effectivement à la gestion des économies africaines.

## **Cas**

La signification et le rôle d'un Etat développemental peuvent être mieux appréciés, en tirant aussi des leçons à partir des pays asiatiques qui ont fondé leurs stratégies de développement sur le développement des infrastructures, la mobilisation des épargnes pour l'investissement dans l'éducation, la santé publique, la diversification agricole, la science, la technologie de l'information et des communications, la recherche et le développement, entre autres.

L'Etat développemental, suggéré par la Conférence Africaine des Ministres de l'Economie et des Finances lors de la 4<sup>e</sup> Réunion conjointe, doit être un Etat qui cherche à « restructurer ses primes d'encouragement bureaucratiques, en écartant les activités d'acquisition de rentes, vers l'affectation de ressources pour la croissance et en faveur des pauvres » et assure « une diversification soutenue de la base de production et d'exportation » de l'économie.

La réalisation de ces objectifs signifiera, entre autres, l'adoption de stratégies de développement et de politiques industrielles pour la transformation structurelle, le renforcement des institutions de planification du développement, la gouvernance des finances publiques et un cadre de planification et de stratégie de développement à long terme.

Le programme de l'Etat développemental n'est pas de nationaliser carrément les industries, mais de faire intervenir l'Etat dans les industries stratégiques qui transformeront leurs économies. Ce qu'ont fait les pays développés pour arriver où ils se trouvent aujourd'hui et ce que font leurs gouvernements au nom des trains de mesures d'encouragement pour redynamiser leurs économies n'est qu'une tentative de réinventer l'Etat développemental. L'Afrique se trouve plus ou moins dans un état de 'crise permanente' depuis plus de trois décennies et a donc le droit de retrouver le programme de l'Etat développemental si elle doit trouver une solution à ses défis développementaux.

**\*Cornelius Adedze est Rédacteur, African Agenda.**